

Open data : les données doivent-elles être libres ?

1) Le corpus :

L'Open Data est un phénomène initié par le gouvernement et qui prévoit de rendre libre et gratuites la plupart des données existantes.

Dans la presse, il y a eu un grand moment où l'on a parlé de l'Open Data en France et c'était celui du lancement de la mission d'Etalab, qui vise à rendre les données publiques sur des supports lisibles en France.

C'est à ce moment qu'il y a eu un pic d'articles sur le sujet. Cela s'est déroulé aux alentours de décembre 2011 avec, au même moment, la création du site français data.gouv.fr qui a le même objectif qu'Etalab.

Les articles parus par la suite sont constitués soit d'articles qui visent à montrer que les données doivent effectivement être gratuites en donnant des arguments à ce sujet (praticité en ville), soit des articles qui sont contre la gratuité des données (pour le cas de la Sécurité sociale par exemple) voir ceux plus récents qui vont dans le sens d'une vente des données dans le contexte de crise actuel, ou de commercialisation générale des données : par exemple la RATP qui fournit des cartes de son réseau de manière payante sur une application.

Ces articles restent en revanche plus diffus sur les années qui ont suivies l'établissement d'Etalab.

Le corpus que je propose a été recherché sur europresse à l'aide de plusieurs mots clés.

Tout d'abord, le mot clé « open data », générique sur la question de la liberté des données.

Ensuite, il s'appuie sur le projet de cette ouverture des données en France : le projet etalab.

Comme l'Open Data est un phénomène assez récent (qui a été lancé majoritairement aux Etats-Unis), les articles considérés sont des articles des deux dernières années.

Nous avons décidé avec notre groupe de nous focaliser sur l'Open Data en France et je me focalise donc sur les articles français.

Comme la recherche faite avec uniquement le mot clé « Open Data » présentait des articles souvent hors sujet ou peu intéressants ; j'ai rajouté le mot clé « liberté » pour recadrer la recherche. On est alors arrivé à peu près à 25 articles intéressants. En cherchant « gratuité » à la place de « liberté », on tombe sur environ une dizaine de nouveaux articles intéressants.

Je me suis donc alors mis à rechercher l'acteur principal : « Etalab », ce qui m'a permis d'obtenir des articles plus spécifiques comme l'interview de son président : Henri Verdier.

Cela m'a également orienté sur l'existence d'autres acteurs comme le concours DataConnexions.

La présence de l'Open Data dans les journaux n'est cependant pas excessivement forte.

Le phénomène est en effet très jeune. Il y a donc peu d'acteurs et peu de débats dans la presse.

On peut donc s'imaginer que le débat est bien plus présent sur internet.

2) Les acteurs de la controverse :

Au niveau du phénomène de la gratuité, les acteurs principaux se divisent globalement en trois catégories.

Tout d'abord le gouvernement qui cherche, via Etalab et data.gouv.fr, à rendre publiques et gratuites le plus grand nombre de données possibles. Il cherche également à encourager une

exploitation de toutes ces données libérées, via DataConnexions, un concours qui vise à récompenser et soutenir les startups qui font le meilleur usage des données libérées.

Ensuite, les entreprises et les startups. Elles désirent avoir accès à un grand nombre de données ouvertes et gratuites pour pouvoir ensuite les exploiter commercialement. (C'est le cas par exemple de Data Publica).

Enfin, les associations. Elles agissent plus par principe que par intérêt économique et veulent la gratuité de toutes les données par principe.

Dans le corpus, on retrouve plusieurs de ces sources. On retrouve tout d'abord des populations qui sont prises à témoin vis-à-vis de leur expérience récente de l'Open Data. Les personnes que l'on cite sont souvent anonymes et donc sans grande crédibilité, mais qui donnent plutôt leurs impressions du projet.

Les paroles du président d'Etalab sont plus concrètes et sont des sources plus fiables.

D'autres sources comme la RATP ou la sécurité sociale sont également citées, vis-à-vis de leurs actions (plainte contre la propagation d'une carte du réseau RATP sans leur permission) ou de leur politique vis-à-vis de l'Open Data.

On cite également d'autres start-up méconnues comme la société Qunb, qui s'occupe du traitement des données ; et dont on peut questionner la crédibilité vu qu'elles sont méconnues.

3) Les grands questionnements :

Plusieurs questions sont alors à se poser, au vu de ces articles et sont le cœur même de la controverse :

- Doit-on exploiter le processus de libération des données, quitte à empêcher l'exploitation par la majorité?
- Si un modèle économique se crée, faut-il alors empêcher l'accès aux données libérées pour encourager ce modèle?

Ce sont les questionnements majeurs de cette controverse.